
La croissance économique chinoise face aux défis de la mondialisation

Fan Gang

Juillet 2008



L'Ifri est en France le principal centre de recherche et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités, et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares think tanks français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Ce programme bénéficie du soutien de :
PARTENAIRES FONDATEURS



ISBN: 978-2-86592-340-3

© Tous droits réservés, Ifri, 2008

IFRI
27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 - FRANCE
TÉL. : 33 (0)1 40 61 60 00 - FAX: 33 (0)1 40 61 60 60
Email: ifri@ifri.org

IFRI BRUXELLES
RUE MARIE-THÉRÈSE, 21
1000 - BRUXELLES, BELGIQUE
TÉL. : 00 + (32) 2 238 51 10
Email: info.bruxelles@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

Centre Asie Ifri

Asie.Visions est une collection électronique consacrée aux problématiques asiatiques. Rédigé par des experts français et internationaux, *Asie.Visions* traite de l'ensemble des thématiques économiques, stratégiques et politiques. L'objectif d'*Asie.Visions* est de contribuer à l'enrichissement du débat public et à une meilleure appréhension des enjeux asiatiques. *Asie.Visions* est publié en français et en anglais.

Dernières publications :

Nathalie Belhoste et Jérémy Grasset, "The Chaotic History of Foreign Companies in India," *Asie.Visions* n° 6 – Juillet 2008

Shen Wei, "In the Mood for Multilateralism? China's Evolving Global View," *Working Paper* – juillet 2008

Céline Pajon, « Les enjeux du G8 pour le Japon », *Lettre du Centre Asie*, n° 30 – 9 juillet 2008

Marianne Péron-Doise, « Corée du Nord : de la crise nucléaire à la crise alimentaire », *Lettre du Centre Asie* n° 29 – 7 juillet 2008

Hélène Lebail, « Retour à la stratégie du dialogue dans le détroit de Taiwan », *Lettre du Centre Asie* n° 28 – 29 juin 2008

Sommaire

INTRODUCTION	3
UN SYSTEME OUVERT	4
L'EMERGENCE D'UN MODELE CHINOIS	5
LA PRISE EN COMPTE DES INCERTITUDES	6
QUELLES MESURES ADOPTER ?	7
DES RISQUES SPECIFIQUES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT.....	8
L'accroissement des inégalités.....	8
Les conséquences d'une croissance forte	8
CONCLUSION.....	10

Fan Gang est économiste, directeur du NERI (National Economic research Institute) de la China Reform Foundation et professeur d'économie à l'Université de Pékin. Son article, traduit du chinois par Hélène Lebaill, est représentatif du courant de pensée des jeunes économistes, qui tentent d'appréhender d'une manière ouverte l'ensemble des contraintes qui pèsent sur le développement chinois.

Introduction

Au cours des trente dernières années, la Chine a connu une croissance économique très rapide. Une récente étude réalisée par notre institut a montré que sur une croissance annuelle moyenne de 9-10 % au cours des vingt dernières années, 5 à 6 % de la croissance étaient imputables aux facteurs de production et environ 3 à 4 % à l'augmentation de la productivité. La croissance économique chinoise n'est donc pas uniquement une croissance de type extensive, mais comprend une part significative d'augmentation de la productivité.

La forte croissance des dernières années n'a entraîné qu'une inflation limitée, et les entreprises ont dégagé d'importants profits. Pour une large part, la croissance chinoise apparaît donc comme le résultat de la hausse de la productivité et de l'optimisation de l'allocation des ressources naturelles.

Un système ouvert

Les réformes du système sont la première cause du développement des forces de production. Les réformes industrielles, politiques, financières ou l'extension du marché des capitaux, ont fortement contribué à la croissance économique chinoise. Le deuxième facteur de croissance a été l'ouverture. Au cours des trente dernières années, la Chine a autorisé l'entrée des capitaux étrangers et aujourd'hui quasiment toutes les multinationales ont développé des activités en Chine.

D'autre part, la Chine a progressivement ouvert son marché et est entrée à l'OMC, la part des échanges extérieurs dans l'ensemble des échanges en Chine s'élève à 80 % et les exportations contribuent à hauteur d'environ 15 % au PIB¹.

Parmi les autres facteurs qui ont fortement contribué à la croissance économique chinoise, il faut également mentionner l'urbanisation, dans les grands centres côtiers mais également au niveau des bourgs ruraux, et le développement de l'éducation et de la recherche.

¹ Il s'agit d'un chiffre inhabituel, la part des exportations dans le PIB est communément estimée entre 35 et 40%. L'auteur se fonde sur des études plus récentes qui prennent en compte le décalage dans les modes de calculs entre les exportations et le PIB.

L'émergence d'un modèle chinois

La principale particularité du développement économique de la Chine est qu'il est apparu dans un contexte de mondialisation acceptée. Dans l'histoire du développement des pays en voie de développement, la spécificité du modèle de croissance chinois, qui profite du phénomène de mondialisation, est son pacifisme. En effet, ce modèle ne débouche pas sur des conflits, n'entraîne pas une fermeture et un repli destinés à favoriser la croissance intérieure, mais au contraire a su prendre en compte la mondialisation, les interdépendances et les contraintes réciproques.

Il s'agit d'un modèle de croissance mutuellement bénéfique. D'un point de vue historique, la différence est grande comparée à l'émergence d'autres économies nationales.

La croissance économique de la Chine peut ainsi servir de modèle pour d'autres pays en voie de développement. Savoir profiter dans un contexte de globalisation des divers avantages du marché international tout en contrôlant les risques, c'est là le défi auquel tous les pays en voie de développement sont confrontés. Mais c'est un défi auquel il peut être difficile de répondre, le principal risque étant celui que le développement global, à l'échelle du pays, ne soit pas suivi par le développement individuel et social.

Dans le cas de la Chine, on peut considérer toutefois, dans la mesure où nous pouvons faire des conjectures, qu'un niveau élevé de croissance devrait se maintenir. L'impact positif de certains facteurs essentiels qui ont contribué à cette croissance au cours des trente dernières années va se poursuivre, tels que les taux élevés d'épargne ou les réformes institutionnelles.

Certains facteurs pourraient en revanche jouer un rôle moindre à l'avenir, tels que les bas coûts de la main d'œuvre ou les entrées de capitaux étrangers. D'autres vont certainement voir leur rôle renforcé, tels que l'éducation, la recherche et le développement ou encore l'urbanisation. Grâce à ces différents facteurs, la Chine devrait maintenir sa croissance au cours des dix à vingt années à venir.

La prise en compte des incertitudes

Toutefois, comme tout pays en développement, la Chine doit faire face à des problèmes et des déséquilibres qui seront autant de défis à la poursuite de son développement économique. Citons en premier lieu les graves déséquilibres qui existent entre taux de consommation et d'épargne (le niveau d'épargne atteint 50 %), les excédents toujours plus importants de la balance commerciale extérieure et le niveau très élevé des flux de capitaux étrangers. Tout ceci explique l'augmentation des réserves de devises étrangères, qui ont atteint 1 700 milliards de dollars au mois de juin 2008 et entraîne des risques importants d'excès de liquidité à l'intérieur du pays, de surchauffe économique sur les marchés et de bulle financière.

Par ailleurs, la baisse du dollar présente de nouveaux défis que la Chine a essayé de compenser par la création d'un fond d'investissement en devises étrangères, le China Investment Corporation (CIC), qui s'élève aujourd'hui à 200 milliards de dollars. La State Administration for Foreign Exchange (Safe) a également pour mission d'optimiser les investissements extérieurs de la République populaire de Chine afin de compenser les effets négatifs de la baisse du dollar.

Un système bancaire obsolète, qui limite l'octroi de crédits aux particuliers et aux entreprises privées, tout en accordant un soutien aux entreprises d'État, et un système de sécurité sociale très insuffisant pèsent également sur le développement de la consommation intérieure.

Mais c'est surtout le système de taxation, hérité de l'histoire, qui explique le taux d'épargne très élevé que connaît la Chine. L'épargne des entreprises est en effet aujourd'hui la première cause de ce taux d'épargne élevé. Pour modifier cette tendance, un important travail de réformes structurelles est nécessaire qui porterait avant tout sur le système financier et de taxations ; un simple réajustement du taux de change serait loin d'être suffisant. Mais ce travail de réformes s'avère particulièrement difficile à mettre en œuvre en raison de la diversité et de l'importance des intérêts en jeu.

Pour ce qui est des importants excédents de la balance commerciale extérieure, ils devraient atteindre 10 % du PIB en 2007. Dans le cas d'une grande économie comme la Chine il s'agit d'un problème préoccupant qui peut de plus constituer un facteur de déstabilisation de l'équilibre économique mondial.

Quelles mesures adopter ?

Conscients des problèmes évoqués ci-dessus, les décideurs politiques chinois travaillent ardemment à la mise en place de diverses mesures. Depuis le début de la réforme du système de taux de change en 2005, le pays a déjà évolué d'un système de taux de change fixe vers un système de change répondant aux lois de l'offre et de la demande, un système de taux de change flottant supervisé. Néanmoins, la Chine étant un pays en voie de développement, la stabilité du développement économique dans le processus de passage d'un système de change fixe à un système de change flexible et d'un système de contrôle des capitaux à un système de libéralisation du crédit individuel demeure une priorité.

Une réévaluation de grande ampleur de la monnaie pourrait contribuer à résoudre provisoirement les déséquilibres internationaux, et pourrait être acceptée par la Chine en dépit du risque d'un taux de chômage très élevé. Toutefois, dans le système de change international actuel basé sur le cours du dollar américain (qui ne cesse de se dévaluer), un réajustement des taux de change de grande ampleur ne permettra pas de résoudre à long terme la question du déficit commercial américain, ni de rapatrier des emplois aux États-Unis. Il est donc difficile pour la Chine de répondre aux attentes du système politique américain, particulièrement en période électorale.

On peut s'attendre à ce que chaque dévaluation du dollar soit suivie d'une demande de réévaluation du yuan. Ces réévaluations de grande échelle affecteraient non seulement l'économie chinoise, mais entraîneraient très sûrement des mouvements de spéculation sur les capitaux. Cet accroissement de la pression spéculative soumettrait le système bancaire chinois à toutes sortes d'attaques extérieures et serait source de graves déséquilibres difficilement tenables pour un pays en voie de développement.

Ainsi, le choix de mesures en faveur d'un réajustement monétaire progressif et équilibré représente de la part d'un pays pauvre comme la Chine une contribution au règlement des déséquilibres économiques mondiaux et permet en outre d'assurer une croissance économique équilibrée. Nous souhaitons par ailleurs que les autres pays, en particulier les pays développés, assument aussi leurs responsabilités en termes d'équilibre économique mondial.

Des risques spécifiques aux pays en développement

L'accroissement des inégalités

En second lieu, dans un contexte de déséquilibres économiques mondiaux, la Chine doit aussi faire face aux nombreux risques potentiels qui pèsent spécifiquement sur les pays en voie de développement. Le principal souci de la Chine demeure les déséquilibres économiques intérieurs, et tout particulièrement l'élargissement du différentiel de revenus et l'accroissement des inégalités sociales. Dans une population de 1,3 milliard d'habitants où, dans le secteur agricole, 35 % de la population active peut être considérée comme en surplus, le creusement entre les revenus et les conséquences sociales qui en découlent sont un risque de long terme.

Pour réduire ce risque, le gouvernement chinois tente d'accélérer la mise en œuvre des réformes du système de sécurité sociale et la mise en place d'un filet de services publics. Mais la meilleure solution du problème viendra du dynamisme économique et de la création d'emplois. C'est avant tout cette dynamique favorable qui permettra aux couches sociales à bas revenus d'évoluer vers des emplois à revenus plus élevés, qui permettra à un plus grand nombre de paysans de quitter le secteur agricole, de s'urbaniser, de trouver des emplois industriels et par là de tirer profit eux aussi des résultats de la croissance économique.

Seule la poursuite du développement permettra à la Chine de trouver une solution aux problèmes d'inégalités sociales. À l'inverse, si la Chine était victime de perturbations financières qui mettraient un coup d'arrêt à la croissance économique et à la création d'emplois, le problème des inégalités de revenus pourrait devenir un problème structurel permanent comme dans certains pays en développement.

Les conséquences d'une croissance forte

Enfin, l'économie chinoise est confrontée à d'autres problèmes tels que l'utilisation des ressources naturelles ou la dégradation de l'environnement. Il s'agit de problèmes qui constituent aujourd'hui de

vraies questions de politique intérieure et qui soulèvent de nombreuses interrogations, en particulier avec l'émergence d'une classe sociale urbaine aisée. Cette nouvelle classe sociale, qui fait partie des privilégiés de la politique de réforme, a également une conscience et des attentes plus élevées en termes de protection de l'environnement.

Dans son propre intérêt, la Chine doit donc au plus vite augmenter le taux d'efficacité des ressources naturelles et réduire les émissions de gaz à effet de serre polluants.

La Chine contribuerait ainsi à la protection de l'environnement mondial à un niveau correspondant à ses capacités de pays en développement. Dans le même temps, le développement de la Chine dans le contexte de la mondialisation repose sur l'utilisation des ressources énergétiques et naturelles mondiales. Il est difficile d'éviter que la croissance économique et le développement de la consommation n'entraînent des formes de pollution.

Comparé au processus de croissance des pays développés il y a cent ou deux cents ans, le niveau de pollution par tête ou par rapport au PIB en Chine est très inférieur. De plus, beaucoup d'industries polluantes qui se trouvaient autrefois dans d'autres pays ont été délocalisées en Chine. Tout en essayant de réduire les effets polluants de la consommation, il n'est pas possible d'ignorer les demandes des populations des pays en voie de développement en termes d'emploi, d'amélioration de la qualité de vie et d'accroissement du pouvoir d'achat.

La Chine n'a pas encore les capacités de promouvoir des emplois à « faible émission » comme le font les pays développés dont une grande partie des emplois relève du secteur des services (le secteur de la finance et de gestion des mouvements mondiaux de capitaux est particulièrement peu polluant). La grande majorité des Chinois ne peut vivre que grâce aux emplois dans le secteur manufacturier. Si les pays développés maintiennent leur niveau de vie, leur niveau de consommation de ressources naturelles et énergétiques, autrement dit s'ils continuent de polluer comme ils le font tout en interdisant aux populations des pays en voie de développement de s'industrialiser afin d'améliorer leur niveau de vie, l'équilibre mondial risque d'être mis en question.

Pour promouvoir la paix dans le monde, pour que notre planète soit mieux protégée, il faut que la protection de l'environnement soit une responsabilité partagée, que la diminution des émissions de gaz à effet de serre soit une démarche commune. La paix nécessite aussi que le niveau de vie s'accroisse de façon universelle et que les niveaux de revenus soient plus égalitaires.

Conclusion

Bien que la Chine ait connu 30 années de croissance économique rapide, elle est encore aujourd'hui un pays pauvre et en développement, dont le PIB moyen par habitant est de 2000 dollars américains par an. La Chine a besoin d'un environnement pacifié pour mener à bien son développement. La Chine a besoin de s'insérer dans le marché mondial et de prendre ses responsabilités sur la scène internationale en tant que grand pays en voie de développement.

Mais la Chine a aussi besoin que la société internationale comprenne qu'un pays en voie de développement est confronté à des difficultés et des risques spécifiques. Elle a besoin que la gouvernance mondiale ne reflète pas seulement les intérêts des pays développés, mais soit reformulée afin de favoriser le développement des pays pauvres en voie de développement. À ces conditions, nous pourrions créer une société internationale harmonieuse et évoluer vers une mondialisation harmonieuse.